

**COMITE TECHNIQUE LOCAL
DU MARDI 19 JANVIER 2021
DECLARATION LIMINAIRE DES ELUS FORCE OUVRIERE**

Monsieur le Président,

Il y a un an, presque jour pour jour, lorsque nous avons tenu le CTL emplois 2020, les autorités de notre pays nous certifiaient encore que le virus qui sévissait alors en Chine avait peu de chance de parvenir jusqu'à nous. Un an plus tard, ce troisième CTL masqué de l'histoire de la DDFIP 86 va se tenir dans un contexte sanitaire particulièrement dégradé.

Entre confinements, couvre-feux, services hospitaliers débordés, décès par dizaines de milliers, mesures barrières, économie à l'arrêt ou au ralenti, les 10 mois que nous venons de vivre ont été éprouvants pour chacun de nous et les mois qui viennent semblent devoir l'être tout autant.

A la DGFIP, cette crise interminable, pèse fortement sur le fonctionnement de services déstructurés par un télétravail important, à défaut d'être massif, qui fait exploser nos organisations basées sur le collectif. Dans un tel contexte, reporter la mise en oeuvre des projets de destructions d'emplois, de structures et de métiers, aurait constitué une mesure de bon sens.

Pourtant, aiguillonnée par des ministres désireux d'en finir avec la fonction publique et prioritairement avec celle des Finances, la DGFIP poursuit imperturbablement sa longue agonie au travers de la démolition de ses services centraux et départementaux.

Le ministre délégué chargé de l'industrie, Madame Agnès Pannier-Runacher, dans sa réponse à un député à l'Assemblée Nationale, au sujet du "Nouveau Réseau de Proximité" (NRP), a, sans aucun complexe, déballé tous les arguments fallacieux que l'on nous ressert depuis deux ans, en dressant par le menu les prétendus apports de cette réforme : modernisation, proximité, 1 400 cadres CDL, efficacité, rapidité, concertation, dialogue, signature de chartes, adaptation aux besoins des usagers, buralistes offrant des horaires d'accès plus larges que nos guichets, accueils France Service et le ministre termine son propos en citant la prise en compte des spécificités de la ruralité. Du grand art.

Nous sommes face à une administration qui ne respecte plus ses propres métiers, ni leur histoire, ni leur présent, qui ne leur offre plus aucun avenir au-delà de 2026, qui ment aux usagers et aux élus locaux, en leur affirmant que cette réforme va rapprocher les agents des populations, alors qu'elle ne vise qu'à opérer le plus grand repli de nos services jamais vu depuis des décennies.

Une administration qui s'auto-mutile en privatisant les encaissements au guichet via les buralistes de la Française Des Jeux, en privatisant les opérations de trésorerie des régies et des correspondants du Trésor via la Banque Postale, en privatisant le recouvrement de l'impôt sur le revenu des salariés par le prélèvement à la source via les employeurs, en externalisant l'accueil physique des usagers via les structures France Service, compétentes en tout et spécialistes en rien.

Une administration qui a, depuis longtemps, dépassé le stade des suppressions d'emplois et des fermetures de structures, qui attaque à présent les métiers et qui recrute désormais, sous contrat, des agents des Finances via les journaux locaux de petites annonces, entre deux encarts pour la vente d'une portée de chiots et d'une bagnole d'occasion. A quand une petite annonce d'un recrutement d'un DDFIP pour la Vienne publiée dans les dernières pages du Chasseur Français ?

Une administration qui, tout en se lançant dans un reclassement des postes comptables et une GPEEC¹ qui devraient gonfler encore un peu plus les parties supérieures des organigrammes, diffuse aux cadres supérieurs une courbe du deuil pour préparer le futur management des agents des Finances, lorsqu'il s'agira de leur montrer la porte de sortie.

Une administration dont l'opacité totale dans le recrutement et les promotions nous inquiète fortement. A FO DGFIP, nous pensons que la très forte réduction des règles de gestion va révéler chez les Directeurs des vocations de potentats locaux, qui pourront, sans le moindre contrôle, et notamment pas celui des représentants du personnel, envoyer valser les agents comme bon leur semblera, selon des critères plus inspirés du fait du prince que du manuel du parfait manager.

¹ GPEEC = Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Effectifs de Cadres ; concerne les cadres à partir d'IDIV CN, jusqu'à AGFIP.

Une administration, enfin, qui se liquéfie à mesure que ses services se dématérialisent : fermeture des guichets, bornes électroniques d'accueil, centres d'appel, sites internet, plate-formes diverses et variées, algorithmes et bientôt sans doute des agents virtuels. Monsieur le Directeur, cette administration déshumanisée que vous appelez de vos vœux n'a rien de moderne et n'est inspirée que par le seul aspect budgétaire. Elle a en revanche tout d'inquiétant et laissera sur le carreau des centaines de milliers de gens qui n'ont pas accès à internet ou qui ne savent pas s'en servir.

Elle est surtout une erreur historique. La crise sanitaire que nous traversons et qui nous contraint à nous isoler les uns des autres aura servi de révélateur sur l'importance du contact humain. Nous ne sommes rien sans des rapports sociaux directs et non par le biais d'écrans et autres gadgets électroniques, ou pire, des contacts avec des machines qui imitent les humains. Les visio-apéritifs, c'est drôle 5 minutes, mais ça ne remplace pas les vrais. Et même ceux d'entre nous qui vivent en permanence rivés à leur téléphone portable, souffrent actuellement d'être physiquement coupés de leurs semblables. Une administration virtuelle est une ineptie, autant qu'une "start-up nation".

Dans la Vienne, l'année 2021 est d'abord marquée par la création des deux premiers SGC et la disparition de 6 trésoreries. En 2023, il devrait rester 5 structures comptables oeuvrant sur le secteur local. La Vienne comptait 30 trésoreries au 31/12/2008 : 25 structures comptables auront été détruites en 15 ans, auxquelles s'ajoutent 3 SIE, 3 SIP et 2 SPF. Au niveau national, le nombre de postes comptables aura été réduit de moitié entre 2019 et 2023, passant de 3 443 à environ 1 700. Ce sont ces chiffres qu'un gouvernement transparent aurait dû communiquer à l'Assemblée Nationale en réponse à la question du député.

Et avec le projet d'agences comptables, suspendu mais pas abandonné, les SGC pourront être balancés aux collectivités locales à partir de 2026, actant le désengagement total de la DGFIP des métiers du secteur public local.

En 2021, la Vienne va connaître la création de deux emplois supplémentaires de CDL, des fonctions nouvelles dont nous attendons toujours de votre part, un bilan de l'année écoulée, ainsi que des précisions sur leur contenu. De même, nous souhaitons obtenir des informations sur la façon dont vous entendez utiliser le positionnement des CDL comme agents de la Direction, notamment quant à l'articulation avec les SGC et sur les objectifs, indicateurs et tableaux de bord que vous ne manquerez pas d'élaborer pour orienter leurs actions.

Des emplois nouveaux dont les inspecteurs de la Vienne sont exclus car, selon vos dires, il faut du haut-niveau face aux élus, ce qui sous-entend que les inspecteurs sont trop mauvais pour être pris au sérieux par les élus locaux. Peut-être ignorez-vous qu'à la DGCP, les inspecteurs ont, pendant des décennies, tenu des perceptions puis des trésoreries et que les élus locaux n'ont eu qu'à s'en féliciter.

Monsieur le Président,

Dans ce contexte particulièrement anxiogène, tant sur le plan sanitaire que professionnel, vous avez convoqué ce CTL afin de recueillir notre avis sur le plan de répartition des emplois pour 2021 dans le département de la Vienne. 6 emplois nous ont été confisqués depuis le 1er janvier, qui s'ajoutent à la centaine d'autres détruits depuis plus de 10 ans dans notre département et qui font défaut à nos services pour leur permettre un fonctionnement normal.

Les brigades de fiscalité (BDV et BCR), le SIP de Poitiers et le Centre de Gestion Financière (CGF) sont plus spécialement ciblés par votre projet, qui comporte également un rééquilibrage d'emplois entre différents postes comptables et services. Vous avancez quelques indicateurs pour justifier ces ponctions et nous aurons de nombreuses questions à vous poser à ce sujet.

Monsieur le Président, sauf arguments convaincants de votre part lors de la discussion que nous allons avoir avec vous, nous voterons CONTRE votre projet de répartition des emplois pour 2021. Mais, pour nous, le vrai sujet est déjà ailleurs et concerne le devenir professionnel précaire des 600 agents des Finances Publiques de la Vienne d'ici à 2026.

Les élus FO DGFIP VIENNE